

IL FAUT RÉUSSIR LA JOURNÉE DU 9 OCTOBRE...

Six mois après le Congrès confédéral F.O. d'avril 2018, Pascal PAVAGEAU respecte le mandat. La confédération F.O. a lancé un appel à une journée de grève et de manifestations interprofessionnelles contre les initiatives antisociales du gouvernement Macron-Philippe et de ses prédécesseurs, pour le 9 octobre.

Depuis plus d'un an, la macroneuse attaque systématiquement et méthodiquement nos droits collectifs:

«volonté de détruire les cadres collectifs protecteurs d'emploi tels que le Statut général des fonctionnaires, les Conventions collectives et le Code du travail, volonté d'anéantissement de la Sécurité Sociale et de toute cotisation assurant les droits collectifs et individuels pour les travailleurs, fragilisation de la négociation collective à tous les niveaux, transformation du modèle de l'assurance chômage avec pour apogée l'individualisation de notre système de retraite» (appel confédéral).

Le CCN de FO qui va se dérouler les 26 et 27 septembre doit réaffirmer son attachement à la lutte de classe et refuser toute collaboration par un appel franc et massif pour le 9 octobre et à la généralisation de la grève et du blocage du pays en appelant tous les syndicats à se mobiliser rapidement.

La journée de grève et de manifestations du 9 octobre doit réunir toutes les victimes des contre-réformes: étudiants, chômeurs, retraités, salariés actifs, fonctionnaires...

Cette journée ne doit pas être une journée de grève saute-mouton mais une étape nécessaire à la cristallisation de toutes les colères:

- refus de «courber l'échine»,
- refus d'accepter l'inéluctable destruction des principes de solidarité et de défense collective des salariés issus du *Comité National de la Résistance (C.N.R.)*.

Si le 9 octobre mobilise très fortement en grèves et manifestations, la possibilité de bloquer les contre-réformes et de rétablir nos droits apparaîtra possible et permettra aux syndicats d'appeler à la généralisation du mouvement sur plusieurs jours.

L'appel à la journée du 9 octobre peut être critiqué mais si nous ne sommes pas nombreux en grève et dans la rue, Macron se sentira les mains libres pour continuer son œuvre de destruction.

Aujourd'hui, la colère gronde et l'envie d'en découdre se fait de plus en plus sentir: les appels à la grève se multiplient dans les entreprises.

Ne nous résignons pas, soyons l'étincelle qui déclenchera la dynamite sociale.

Marc HÉBERT.

IN NOMINE “RERUM NOVARUM”...

... ou retour (vers le futur?)... sur la place du management dans la fin du salariat, vue par la lorgnette patronale

Récemment, une amie et camarade de l'Action Sociale m'a adressé l'interview d'une sociologue, Danièle Linhart, publiée le 4 juin 2018 sur *L'Obs-Rue89* par Henri Rouillier qui, je suppose, est journaliste. Le titre en est *Pourquoi votre DRH préfère-t-il le terme «collaborateur» à celui de «salarié»?*

Depuis lors - c'était le 12 septembre dernier - sur *France Inter*, David Graeber, anthropologue américain se réclamant de l'anarchisme, a été l'invité de l'émission *Grand bien vous fasse* d'Ali Debeih, suite à la parution de son dernier ouvrage sur les boulots «*de merde*» (*bullshit jobs*). Si j'associe ces deux communications, c'est parce qu'elles traitent toutes deux d'un système que je serais tenté d'appeler «*Bullshit System*», le «*management*».

Présenté comme un outil moderne de gestion d'entreprise, le management est en réalité bien plus que ça. Non seulement c'est l'outil de gestion globale d'une entreprise quelle qu'elle soit, privée ou publique, régissant tout autant les rapports, y compris humains, à la production que la production elle-même, mais, conçu au nom d'une vision du monde capitaliste, il est devenu lui-même, du fait même de cette double compétence, idéologie du système capitaliste.

Et c'est pourquoi nous le retrouvons installé à tous les niveaux de la société française, bien sûr dans les entreprises, mais aussi dans les services, les organismes sociaux, les associations et autres corps intermédiaires, les ministères et vraisemblablement jusqu'au sommet de l'État, et donc au sein-même des rapports qu'entretiennent ou se transmettent les interlocuteurs sociaux.

Pour reprendre une thèse célèbre: «*Dans le monde réellement inversé, le vrai est un moment du faux*», cette dictature des chiffres auxquels les «*capitaines d'industries*» font dire ce que eux veulent, repose sur une abstraction intentionnelle: celle de transformer la réalité concrète dont on ne veut plus entendre parler – par exemple, un temps considéré comme «*mort*», celui de se rendre de la porte de l'entreprise ou de la pointeuse à son poste de travail (d'où l'importance de définir le temps de travail dans l'intérêt des salariés, sinon... grâce à la *démarche Qualité*, ce genre de «*gaspi*» est chassé du planning), abstraction qui se combine à son image idéale (le travail regardé idéalement) pour donner l'apparence de la réalité (vous êtes censés faire en sept heures ce que vous faites en réalité en huit heures ou plus).

Ayant eu, en tant que représentant de salariés, à subir pressions et autres «*bluffs*» (relativement risibles, quand on a conscience d'être un «*salarié protégé*» et le réflexe de s'en servir comme bouclier)..., me sont soudain revenus à l'esprit les collègues qui subissaient les pressions des «*statistiques*», des objectifs individuels et collectifs, et, n'en pouvant plus, appelaient soudain au secours – tant les réfractaires à «*faire du chiffre*» dans les rapports humains à notre «*clientèle*», que ceux qui, lassés de ne pas être «*reconnus dans leur travail*», avaient «*franchi la barrière*», passant (sur sélection) dans l'encadrement pour voir leur carrière évoluer, mais à quel prix!

Me sont également revenus à l'esprit les réunions syndicales au cours desquelles nos échanges permettaient de voir l'expansion de cette invention nuisible - invention, nous indique Danièle Linhart, du CNPF «*issue de la mise en place d'une politique (...) élaborée en contrecoup de Mai 68*» à la fin des années 70.

Comme disait Saint-Just, «*ceux qui font la révolution à moitié, ne font que se creuser leur tombeau*», CQFD!

Je n'entrerai pas davantage dans les détails de cette «*innovation*», tout le monde (ouvrier) commençant, aujourd'hui, à se faire une petite idée de ce véritable «*couteau suisse*» à l'usage de tous les «*N + 1, + 2, + 3...*» et autres larbins à la solde des nantis!?

En fait, mon propos est de rapprocher le «*management*» de la *doctrine sociale de l'Église*, créée par le pontife Léon XIII dans son encyclique *Rerum Novarum*. Pourquoi?

Parce qu'au-delà des anglicismes dont l'exotisme doit masquer la rudesse des nouveaux rapports - «*double bind*» plutôt qu'injonction paradoxale, «*job dating*» pour «*marché aux employables*», etc... - il y est quand même question, derrière le «*rendre possible l'impossible*» de «*déconstruction*» de l'individu pour mieux le reconstruire ... 360° plus tard!

Parce qu'il s'agit bien que tout le «*monde du travail*», et au-delà, de la «*société civile*» accepte cette conception du monde que nous sommes tous «*dans le même bateau*», espèce d'*Arche de Noé* où tout le monde serait à son poste sans aucune autre prétention que la prospérité du *Bien Commun* et à la marge, plus ou moins grande, donc plus ou moins rémunérée, la satisfaction personnelle d'avoir bien œuvré dans ce sens. Donc? en un mot comme en cent, il s'agit de faire totalement disparaître toute notion de lutte des classes de la pensée des salariés, par le passage du travail collectif (qui repose encore sur le professionnalisme des qualifications) à l'individualisation de ses rapports qui conduit tout droit chaque «*collaborateur*» à la personnalisation du travail (reposant sur les compétences de tout un chacun).

Collaboration, personnalisme, cela ne vous rappelle-t-il rien? Et oui, encore cette vision de la société corporatiste contenue dans la *Charte du Travail* de Pétain, véhiculée par les Mounier et mise en pratique par les Belin, pour la plus grande gloire, et profit, du seigneur du coin ou du maître des forges, etc...

On avait l'impression de devoir subir une nouveauté, une mode avec sa «*nov-langue*» et ses «*Chief Happiness Officers*» chargés d'éradiquer tous ces «*Burn-Out*» insupportables qui coûtent «*des sommes folles*» à l'entreprise, et de rétablir la joie au travail, par le travail? Que nenni, il en est aussi sa nouvelle idéologie, la dictature de ses statistiques - forcément tronquées puisque calculées sur les apparences et l'occultation du vécu réel au travail – prouvant juridiquement qu'elles sont forcément exactes, car dans le monde de la séparation du travail et des individus, le statisticien n'est pas celui qui élabore ses données, mais celui qui les fait «*parler*».

À ce jeu, seuls ceux qui ont tout compris et font «*comme si*», ou ceux qui se coulent dans la réification du modèle, peuvent réaliser leurs objectifs en les dépassant.

Merci, Emmanuel Mounier, merci l'*École d'Uriage*, de nous avoir imaginé cette société merveilleuse, portée sur les fonds baptismaux, au siège des ratichons à Rome, par messieurs (ça ne s'invente pas!) Gasparri, cardinal, en lieu et place d'Achille Ratti, pape, alias Pie XI, et Benito Mussolini, dictateur fasciste et grand idéologue du Corporatisme tout puissant... le tout sous forme d'*Accords du Latran* dont (tiens-donc!) son éminence Manu (militari) Macron, élevé par les jésuites et grand admirateur de Mounier, est aujourd'hui co-chanoine de la basilique construite sur ce même mont, pour le plus grand *Bien commun* de la société civile de tous les français de bonne volonté ... ainsi soit-il!

Mettons-nous donc bien dans la tête, que nous ne sommes pas les seuls à mener cette fameuse lutte de classe, mais qu'en face, avec ses dirigeants, ses gouvernants, ses gourous libéraux, et vu qu'elle a des alliés dans notre propre camp (CFDT, CFTC, CGC...), la Bourgeoisie la mène autant que nous, cette lutte, et pas pour faire semblant, mais bien pour la gagner (cf. Warren Buffet). Et elle aussi veut en finir avec le lien de subordination au patron moyennant salaire, mais à sa façon: *uberisation*, auto-entreprise et collaboration librement consentie, tutoiement de rigueur, voilà ses pistes - on verra plus tard pour la rémunération!

Dès lors, on s'aperçoit qu'en matière de lutte de classe, en face, ils n'ont pas la même conception restrictive que nous, et ne se cantonnent pas au seul terrain économique: pour construire un bon collaborateur, l'objectif global est d'en finir avec la subordination d'un côté, et la vie privée, de l'autre! «*Jean-Claude, on peut se tutoyer?*» (c'est un prénom que j'aime bien, mon frère s'appelait Jean-Claude). S'il n'y a pas moyen, reste les robots!

J'espère bêtement me tromper. Hélas, force est de constater qu'en face, ils ne font rien sans que ce soit réfléchi... à notre rencontre!

Yvon BOURHIS

LES NUITS BLANCHES ET IDÉES NOIRES...

Ibn Allah, le fils de Dieu!!!

Sous le règne de *Teigneux 1^{er}*, dit *Kärcher* ou *Talonnettes*, 2007-2012, le cabinet princier s'inquiétait beaucoup des agissements des magistrats, qui, lèse-majesté évidente, trifouillaient dans les affaires financières de son Excellence.

Sous le règne de *François le second*, dit *Pays-bas* ou *Léchant-mou*, 2012-2017, les *Cours de Justice* continuèrent d'instruire les affaires du précédent. La sérénité d'État et l'état de sérénité furent cependant troublés par les mal-menées du *Surintendant des Finances*, le bien-nommé *Chahut'zac*. Les *Cours de Justice* ne l'ont pas condamné à gibet, roue, corde, ou hache (royale ou républicaine), simplement un petit ostracisme dans une colonie lointaine où l'activité première (légale ou non) est l'orpaillage... *son Altesse est si bonne!!!*

Vint le règne de *Teigneux le second*, dit *Jupiter* ou *Cordée*, 2017-?. Sans doute n'y a-t-il pas de confiance réciproque entre les États-majors des Forces de l'Ordre et lui-même, comme sous le précédent; ou n'a-t-il pas des hommes de confiance à l'intérieur de ces États-majors, tel qu'il en était sous le premier; aussi considère-t-il devoir dépêcher en toute circonstance où *Son* autorité lui semblât menacée par des manifestations de rue, *Son* homme de confiance...

Un petit SAC en bandoulière...

Ainsi le Fils de Dieu se présentait-il, accompagné d'une recrue de sa trempe, imposer sa vision de l'Ordre et de sa Force.

Qui de plus efficace qu'un nerveux atypique, qu'un provocateur permanent, qu'un belliciste dans l'âme, qu'un vindicatif né, qu'une brute autorisée, qu'un sadique d'État... bref un type à l'image de son Père, pour en imposer aux seconds de cordée, aux mauviettes d'État, aux démoralisés de la matraque, aux défaitistes sociaux, aux arriérés de l'État de droit, ..., bref à tous ceux qui n'ont pas encore compris qu'une Altesse républicaine se doit d'être obéie de la façon la plus dictatoriale qui soit, ... jusqu'à modifier au dernier moment le parcours d'une équipe de foot championne du monde pour la seule gloire de son Père!

Ainsi vont les régimes issus de coups-d'État légaux: l'État, ne se suffisant pas à lui-même, il doit s'adjoindre des petites milices... en attendant... l'État milicien!

Les godillots sont lourds, les godillots sont lourds dans le SAC!!!

L'PÈRE CUTEUR!

DANS LA SÉRIE «MARRE DU RÉFORMISME»...

Réformiste par ci, réformiste par là. Pour nos garanties, on l'a dans l'baba!

Voilà, on y est. Où ça? Face au mur, et c'est pas le mur des lamentations, parce que, de toute manière, elles sont partout les lamentations: la Sécu, les retraites, le Code du travail, on ne pense même plus aux augmentations de salaire, ni à améliorer les conditions de travail ni la vie quotidienne! C'en est devenu tellement pathétique qu'on n'en parle même plus pendant les pauses-café!

Ce n'est pas le *Mur des lamentations*, non, c'est le mur de l'U.E., l'U.E. anti-sociale et pro-business, l'U.E. contre le partage égalitaire des richesses et le progrès social, qui nous impose ses restrictions, son austérité, ... moyennant quoi?

Syndicalement, nous devrions nous soumettre?

Nous nous retrouvons donc, en ce début de 21^{ème} siècle dans ce qu'il reste d'un pays libre et indépendant (sa force de frappe nucléaire a été soit-disant créée pour ça!) totalement aux ordres de politiciens, quel qu'en soit le bord, qui n'ont qu'un objectif: faire «*tout bien comme il faut*» de ce que l'Union Européenne aura décidé pour l'Économie et les Banques.

Et syndicalement, nous devrions nous soumettre ?

Que va-t-il rester de ce consensus politique, ayant eu pour nom *Programme du Conseil National de la Résistance* et qui s'appelle (encore) Sécurité Sociale et droit du travail? Une couverture sociale qui, de l'aveu même des deux derniers présidents avant l'actuel, a sauvé la France de la crise où il était (quand même!) prévu qu'elle tombe! Et c'est parce que notre couverture sociale nous a épargné la misère qu'il faudrait la brader aux marchands de santé?

Il faudrait donc, syndicalement, nous soumettre?

En tant que confédération syndicale, Force Ouvrière a été membre fondateur de la *Confédération Internationale des Syndicats Libres*, et a donc adhéré à son «*antenne*» européenne, la *Confédération Européenne des Syndicats libres*. Lors de la refonte de ces organisations, suite à l'écroulement de l'empire stalinien et de la chute du *Mur de Berlin*, puis au rapprochement et fusion de la CISL avec la confédération mondiale chrétienne dans la CSI, les deux «L» de la liberté ont été coupées! Ce pourrait n'être qu'une image si, hélas, ce n'était pas la triste réalité. Car enfin, comment définir ce syndicalisme «*à la botte*» du Capital, ce syndicalisme à qui l'Union Européenne demande d'accompagner les contre-réformes, de transmettre aux travailleurs ses mesures restrictives accompagnant l'austérité qu'elle fabrique, et de leur expliquer que c'est pour «*le bien commun de la société civile*»? Ce n'est certes pas une nouveauté que cette politique-là, politique corporatiste de la «*Charte du travail*» que nos «*anciens*» avaient réussi à éloigner au lendemain de la dernière guerre mondiale, hélas, pour un temps seulement, le temps que les collaborateurs de la barbarie nazie se fassent oubliés et refassent peau neuve.

Et il faudrait, syndicalement, à nouveau, nous soumettre?

Et bien, Non! Nous continuons de penser, comme notre camarade Alexandre Hébert le résumait si bien, «*pas question de subordonner le mouvement syndical que les travailleurs ont construit en France et ailleurs, aux diktats des subsidiaires de la C.E.S. Nous conserverons nos syndicats libres et indépendants*». Et s'il est vrai que se désaffilier de la CES n'est pas une décision à prendre à la légère, que cela mérite réflexion, ne serait-ce que pour la manne financière qu'elle prodigue, il n'en reste pas moins vrai que cette affiliation introduite dans les statuts de la CGT-FO au congrès de Lille de 2007 – alors que l'affiliation à la CSI n'y figure pas, pourrait constituer une nouvelle étape significative pour l'affirmation de notre liberté et de notre indépendance, un avertissement solennel de l'attachement de notre confédération à la *Charte d'Amiens* et à la lutte de classe, envoyé aux donneurs d'ordre (nouveau?) de l'Union Européenne et de sa subsidiaire CES.

À défaut de pouvoir sortir rapidement la CGT-FO de la CES, au moins sortir la CES des statuts de la CGT-FO!

L'PÈRE EMPTION!

À PROPOS DE RESPECT DES OPINIONS

Dans *La Raison* de septembre 2018, rubrique *Laïcité*, p.26, une phrase a attiré mon attention: «*Le laïc est un croyant qui n'appartient pas à un clergé et un laïque est celui ou celle qui, tout en respectant les croyances religieuses, considère qu'elles n'ont pas à intervenir dans la sphère publique, et défend la Séparation des Églises et de l'École, des Églises et de l'État*».

En effet, je ne respecte pas à priori les idées des autres et en revanche je ne demande pas que l'on respecte les miennes. Pour illustrer mon propos, voici une citation de Charles GRAUX: «*Opinions d'autrui: comment respecter ce qui est jugé faux, ce que l'on condamne, ce que l'on s'efforce de détruire? Elle est le*

respect de l'individu et de la liberté d'autrui. Elle consiste à affirmer ce que l'on tient pour vérité, en même temps que l'on reconnaît à d'autres, le droit d'affirmer leurs erreurs, en même temps qu'en les combattant, on se refuse à recourir pour les vaincre à l'injure, à la violence, ou à la proscription. La tolérance n'est ni l'hésitation, ni la transaction sur les principes, ni la pusillanimité ou l'équivoque dans leur expression car à ce compte, elle consisterait à n'en point avoir ou à ne pas oser les dire... Elle n'impose pas à proprement parler le respect des opinions».

Car c'est bien dans cet esprit que le respect des dogmes et du sacré défendu par les représentants des religions qualifient notre combat de blasphème, concept contenu dans le concordat d'Alsace-Moselle, signé entre l'État français et le Vatican et toujours en vigueur.

Casimir SOCHACKI.

STRATÉGIES DE CONQUÊTE DU MARCHÉ DE LA SANTÉ

Le système de santé n'échappe pas aux méthodes, bien rodées dans des «*Think tank*» dont dès 2015 Jack Ralite (la nuit rêvée de Jack Ralite, juillet 2018) dénonçait le danger d'élaboration de nouvelles conceptions du travail d'où la créativité et le plaisir de la tâche bien faite devenaient absentes. Cet ancien ministre de la santé du Président François Mitterrand, maire communiste d'Aubervilliers où il a développé la culture et les créations théâtrales en particulier, a été le ministre préféré des médecins aux prises aux métamorphoses de leur métier.

Ce métier que Bergson désignait comme un «*Art au carrefour de plusieurs sciences*» est bien malmené depuis la «*Transformation numérique*» à l'œuvre depuis les années 90 particulièrement. Le phénomène est général, certes, mais dans ce métier nécessitant sang-froid, intelligence naturelle, humanité et empathie, la transformation de la «*production de soins*» tant convoitée montre à tous nos concitoyens la violence du phénomène. Chaque concitoyen a, a eu ou aura un jour ou l'autre à vivre dans sa chair les conséquences de cette transformation. Déjà aux USA et dans plusieurs autres pays occidentaux, l'augmentation de la mortalité est un sujet de préoccupation (François Bourguignon, *Les Échos*, 15/11/2017, *Idées et débats*). Zaccharie et Naomi par leur disparition tragique ne montrent que le dessus de l'iceberg.

Nous développerons la méthode utilisée et comme la novlangue le disait si bien dans le *Traité de Maastricht* dès 1992, nous ouvrirons la «*boîte à outils*» de cette nouvelle «*gouvernance sanitaire*», à savoir:

- L'économie comportementale;
- L'*Intelligence Artificielle*, base de la transformation de l'organisation du «travail».

Nous verrons l'algorithme à l'œuvre. Nous voyons déjà qu'il s'applique à tous les domaines de la Société. Souvenons nous à l'heure où les conséquences désastreuses sur la santé de la transformation ou plutôt la disparition du *paysan* dans les années 50 pour en faire un «*exploitant agricole*» qui n'arrive même pas à obtenir en 2018 un revenu décent d'un travail intense et pénible, sans compter l'explosion des maladies telles que les lymphomes, les cancers de la prostate et les conditions des animaux en élevage industriel (ferme des *mille vaches* par exemple). La SNCF résistait jusqu'à peu. La téléphonie avec son syndrome «*Orange*»: «*appuyez sur 1, sur 2, dites tarifs, oui ou non*»... en est l'exemple le plus visible puisque les téléphones portables sont utilisés par la majorité de nos concitoyens y compris les enfants, et en tous endroits!!! voiture comme restaurant ou hôpitaux! Personne d'ailleurs ne pourrait se passer désormais de son téléphone portable.

L'ÉCONOMIE COMPORTEMENTALE ou BEHAVIOUR INSIGHTS TEAM ou NUDGE UNIT:

Le jeudi 10 juillet 2018 sur *France-inter* un jeune médecin généraliste expliquait tous les avantages que lui procurait pour 110€ par mois «*Doctolib*» avec l'agenda «*en ligne*» qu'il procurait, n'ayant pas ou plus les moyens d'embaucher un ou une secrétaire même au SMIC (3.000€ mensuels).

Étienne de La Boétie dans son «*Discours sur la servitude volontaire*» paru en 1576 mettait en évidence cette inclination de l'être humain à choisir son tyran. Ce jeune médecin en est l'exemple. Dans la fascination du numérique, il est l'otage de la transformation numérique, en quelque sorte, victime d'un «*syndrome de Stockholm*», il épouse la cause de son bourreau, voire de celui qui le fera disparaître. Pour plus d'efficacité, *Doctolib* lui fera signer un contrat où est prévu que le dossier du patient sera ouvert par la plate-forme de réception d'appel. Parallèlement, le patient cliquera sur la case où il accepte de donner ses données de santé, sans recours possible. Qui imprime et lit les conditions générales de confidentialité quand il clique? Un jour, où le médecin sera surchargé, et le patient très pressé, la plate-forme proposera une consultation de *TéléMédecine* sur sa plate-forme, 24h. sur 24, et le tour sera joué, le jeune médecin aura perdu sa «*patientèle*» sans contrepartie. La retraite moyenne du médecin est de 2.400€ mensuels, car dans la création de la *Caisse de Retraite des Médecins de France*, l'argument de la vente du «*droit de présentation de la patientèle*» - en général un pourcentage du chiffre d'affaire d'une année (de 50 à 100%) - ce qu'on appelait le «*parachute doré*» des employeurs, avait beaucoup compté! Depuis de nombreuses années, les médecins partent à la retraite sans repreneurs et 12.141 au 1^{er} janvier 2018 continuent de travailler en cumul emploi-retraite, souvent par manque de ressources suffisantes pour maintenir leur pouvoir d'achat. Une fois que la médecine libérale, que Dominique Bussereau appelait la «*Solo-practize*», aura disparu, que les cliniques se seront d'abord restructurées, vendues et revendues finalement à des fonds de pension, bien sûr, le *Numerus clausus* ré-augmentera! Et l'annonce d'ailleurs vient d'en être faite le 3 septembre 2018, au grand dam des médecins en exercice, scandalisés de la disparition des concours si drastiques dont beaucoup de leurs enfants ont été victimes, refusés avec 16 de moyenne par exemple, du manque de sélection annoncée. Il faut bien de la main d'œuvre pour faire tourner aux 3/8 dans ces espèces de «*cages à écureuils*» que sont et seront les plates-formes de télé-médecine! Il fallait bien réduire ce point de blocage que Zaccharie et Naomi ont fait apparaître! Et on arrive aussi au point où les médecins papy-boomers ne pourront pas attendre douze ans pour trouver leur remplaçants!

«*L'Économie comportementale*», c'est ce qui fait que la victime choisit elle-même son agresseur!

Et pire, elle va aussi inciter le médecin à faire de même pour le patient. Un exemple: le médecin vous explique que vous avez une maladie et vous propose plusieurs thérapeutiques en vous informant de leurs risques et vous demande de choisir. Vous lui répondez: «*Mais, Docteur, c'est vous qui savez ce qui est mieux pour moi!*». Certains médecins vous répondront: «*Non, vous êtes le principal intéressé, c'est à vous de choisir!*».

Histoire de vous faire prendre la responsabilité d'un échec éventuel! Certains médecins refuseront un examen pourtant essentiel tel un IRM en disant qu'il est trop cher! Aucun n'oubliera de vous faire signer la fiche de consentement! Un procès serait catastrophique certes pour le médecin mais encore pire pour le futur responsable de la médecine de demain tel qu'un fonds de pension par exemple! Tout a été parfaitement balisé pour l'augmentation de la productivité!

Oui, l'*Économie comportementale*, c'est très puissant!

Dès 1990, le Président de l'*Union Régionale des Médecins Libéraux des Pays de La Loire*, le Dr Patrick Brezac initiait le phénomène en l'encourageant et éditait une brochure: «*Ma Santé, mon Comportement, ma Responsabilité*».

Plus simplement quand vous rentrez dans un restaurant libre-service, la disposition des plats n'est pas le fruit du hasard: après le plateau et les couverts, le pain, vous trouverez les desserts, avant le plat de résistance et les entrées. En effet, comme vous avez faim, statistiquement il est calculé que vous choisirez un dessert, alors que, présenté en dernier, vous n'en n'auriez sans doute pas pris. Voilà un exemple simple de manipulation par l'économie comportementale!

Celle-ci rentre aussi en politique et *Internet* en est la voie royale avec les sondages et les réseaux sociaux, sans parler de *Facebook* où la vie privée est mise en pâture sans que l'individu ne réalise comment seront utilisées ses données personnelles, même de simples photos, qu'il livre volontairement à des sociétés sans foi ni loi qui les exploiteront pour en réaliser des profits financiers ou politiques, peut-être même à son encontre...

Pour reprendre l'exemple du libre-service, en Grande-Bretagne le ministre de la santé a initié une politique de lutte contre l'obésité...

L'économie comportementale lui indiquera d'obliger les cantines scolaires à ne présenter que des fruits en guise de desserts... et seulement des fruits...

Et le message passera an douceur.

Autre exemple plus proche, la valse hésitation sur le prélèvement à la source pendant dix jours, laissant croire que le Président pourrait ne pas appliquer cette décision, qu'il applique... finalement... histoire de faire croire qu'il est soucieux du peuple et moins arrogant qu'il ne paraît!

Tout comme M. Jourdain qui faisait de la prose sans le savoir, tout citoyen français voit, mine de rien, son comportement modifié par l'économie comportementale.

THE BEHAVIOUR INSIGHTS TEAM britannique ou NUDGE UNIT

The Behaviour Insights Team est une structure créée à l'instigation du Gouvernement de David Cameron au «Cabinet Office» britannique, en 2010, copié aux USA en 2015 (Présidence OBAMA) visant à modifier le comportement des agents (fonctionnaires et administrés) et partant, leurs décisions à titre individuel ou collectif. L'IFRAP (*think-tank* dédié à l'analyse des politiques publiques, laboratoire d'idées innovantes) ne s'en cache pas: «L'approche «Nudge» peut être utilisée pour accompagner les réformes en cours», dit-il dans un article publié sur Internet.

Pour la *Fondation IFRAP*, «un hybride «Unit-Start-Up d'État» pourrait être créée au sein de la DITP («Direction Inter Ministérielle de la Transformation Publique» créée par arrêté du 22 février 2018) de façon à travailler sur le portage et la présentation des réformes, disposant des capacités opérationnelles et informatiques. A titre d'exemple, si un préavis de grève est annoncé par les Syndicats de Cheminots pour le 22 mars par exemple, l'entité pourrait concevoir une application téléchargeable, permettant de tenir au courant les usagers des transports en temps réel et proposer des reports modaux y compris par SMS, une application éphémère afin de limiter les conséquences de la grève. Une démarche analogue pourrait être déployée en matière d'accès aux carburants etc... Autant de développements permettant de faciliter pour les usagers la mise en exécution parfois perturbée des réformes. Conjuguer l'approche «Start-up» et approche «Nudge». Le modèle français cherche à automatiser au maximum les services publics au bénéfice des usagers, tout en replaçant l'État au centre, dans une démarche partenariale moins surplombante, le fameux «État-Plate-Forme».

De grands projets sont en cours: «France Connect Identité», afin de faire converger API et identification face à un service public qui devrait être totalement déployé dès la fin 2021, création d'un tableau de bord ouvert et contributif des services publics de l'État en ligne pour le 30 juin 2018, lancement d'un «kit de développement de services en ligne» au 1^{er} mars 2018!» ...

Mais le rapport Verdier(acteurs publics) ne s'en cache pas: «La vitesse de la révolution numérique fait que durablement, nous aurons besoin de profils agressifs sur des compétences d'émergence récente» et rappelle que «certaines administrations font travailler jusqu'à 70% de contractuels sur les questions numériques».

ALGORITHMES A L'ŒUVRE

Un médecin, Président d'ALPILOGIC, le Dr Yves Feigneux, expliquait comment les médecins en acceptant les agendas en ligne proposés devenaient les clients des plate-formes et perdaient le lien avec leurs patients et expliquait sur *Internet* le schéma utilisé pour la paupérisation du métier ciblé:

1- Acquisition du «métier ciblé»:

Le professionnel s'inscrit sur une plate-forme.

Le patient signe les conditions générales dans lesquelles il accepte de répondre à des enquêtes de satisfaction sur le professionnel en tant que client de la plate-forme.

2- Communication dans les médias:

L'émission de *France Inter* du 10 juillet 2018 en est l'illustration, par exemple l'éloge de la plate forme *Doctolib* par le jeune médecin

L'annonce dans *Sud-Ouest* du samedi 8 septembre 2018, page 3, de la deuxième édition du «*Forum santé & avenir*» des 7 et 8 février 2019 à Bordeaux qui traitera des innovations et des mutations en santé et de leur impact sur les territoires en est une autre... mais les exemples pullulent...

3- Classement des professionnels...

... tels que le classement que font *Le Point* ou *L'Express* chaque année sur les hôpitaux et les cliniques (voir *Le Point* n°2399: «*Hôpitaux et Cliniques: le palmarès 2018*»).

Le praticien qui se retrouve en bas du classement aura vite une baisse d'activité. Le *Fonds de Pension* qui a acheté les Cliniques (ELSAN, VITALIA, branche de BLACKSTONE, VIVALTO, CAPIO, APAX, VEDICI, GECINA, ALMAVIVA, EURAZEO), pourra, lui, faire une «*donation*» suffisamment conséquente pour se retrouver en «*tête de gondole*»! A noter que la plupart des fonds de pension qui rachètent les cliniques sont des fonds d'investissement anglo-saxons!

Le jeune médecin si enthousiaste sur *Doctolib* déchantera vite...

4- Disparition des petites structures:

Cet algorithme qui a touché la restauration et l'hôtellerie est déjà bien rodé, ce qui permet d'imaginer ce qui va se passer en matière de santé. Car, avez vous vu quelquefois l'*Hôtel de la Gare* en première ligne de vos recherches sur *Booking.com*? Mme le *Ministre des Solidarités et de la Santé*, Dr Buzin, interrogée sur les leviers de la réforme, d'ailleurs l'annonce dans une interview de *Sud-Ouest* du samedi 8 septembre 2018, p.2: «*L'exercice isolé de la médecine n'est plus possible non plus*». Sur le pourquoi, pas un mot, si ce n'est que: «*il s'agit d'abord d'améliorer le déploiement du numérique en santé; le numérique participe aux changements des pratiques et débouchera sur plus de coopération entre professionnels de santé et facilitera l'accès aux soins sur tout le territoire*». Ceci est dit dans *Sud-Ouest*, en Nouvelle Aquitaine, où sont abandonnées les lignes téléphoniques au gré des tempêtes, les zones blanches proliférant sans que ne soit développé réellement le fameux «*réseau*» !

Le phénomène est en quelque sorte le même que celui qui a touché l'*agriculture de subsistance* en France dans les années 50, faisant du paysan un exploitant agricole soumis à l'*Agro-alimentaire* et à la *Chimie*. L'hôtellerie et la restauration, les taxis, les salles de vente volontaire, et bien sûr la santé avec l'*Évaluation* comme outil redoutable.

Un jeune taxi *Uber* expliquait sur *France-inter* du lundi 10 septembre 2018 les effets pervers de l'*Évaluation*. Si son client ne mettait pas la note maximale, la Société le licenciait, lui qui avait investi dans le véhicule, dans le costume, etc... On comprend comment, dès 1999, un médecin de la CSMF nommait, aux *Unions Régionales des Pays de La Loire*, l'EPP (*Évaluation des Pratiques Professionnelles*), l'*Éradication Programmée des Praticiens*.

Le NUMERUS CLAUSUS

Créé en 1972, il fixait le nombre des étudiants en médecine à 8.500 pour une population de 52 millions d'habitants, il est en 2018 fixé à 8.200 pour une population de 65 millions d'habitants, avec un concours de première année extrêmement sélectif. L'annonce récente de son augmentation prochaine laisse à penser que, une fois les cabinets médicaux libéraux disparus, les cliniques restructurées et appartenant aux fonds de pension, et même d'ores et déjà pour alimenter les plates-formes de conseils en ligne où se déploiera la *Télémedecine*, remboursée par la Sécurité Sociale depuis juillet 2018, les nouveaux «*propriétaires*», prédateurs en diable, auront besoin de main-d'œuvre!!! Ne serait-on pas en droit de se demander si la pénurie médicale n'a pas été organisée pour cette grande mutation numérique qu'est ou sera l'*e.santé*? Les *start-up* attendent!!!

Le 19 juin 2018, *Tic-santé.com* écrit: «*Doctolib poursuit sa croissance exponentielle en attendant la rentabilité. Cette Société créée en 2013 développe à la fois une plate-forme de prise de rendez-vous médicaux en ligne et un logiciel de gestion de la patientèle pour les professionnels de santé libéraux au prix fixe de 109€ par mois. Le fondateur de Doctolib, Stanislas Niox-Chateau, joueur de tennis, a fait valoir une vision à long terme de 10 ou 15 ans: «on est au tout début de ce que l'on pourrait faire», a-t-il affirmé. L'objectif de Doctolib est d'élargir la communauté des professionnels de santé. Si la prise de rendez-vous en ligne offre*

une large visibilité à la marque, elle ne représente que 5% de son activité. «La prise de rendez-vous en ligne n'est qu'un «moyen» mais ce n'est pas notre statut, notre objet, notre vision» a réagi Stanislas Niox-Chateau, «mais une cession n'est pas souhaitée». Pas tout de suite en tous cas, il vient de racheter son concurrent «Mon Docteur»! A ce jour, le capital de Doctolib est «majoritairement détenu par les fondateurs et leurs proches et trois actionnaires ont des parts minoritaires: BPI France ainsi que les Fonds ACCEL-PARTNERS et EURAZEO», (article signé Younes Bousenna).

Effectivement...

Traduction: «en marche pour l'I.A. (intelligence artificielle)» et «la transformation de l'organisation du travail» qui en découle.

Le fondateur de *Doctolib* est clair ainsi que l'IFRAP: «La porte est ouverte aux innovateurs mais pour un temps court, ils ne doivent pas se leurrer». Le concours de l'*Innovation Numérique* a été soutenu par BPI-France, mais aussi par l'*Agence régionale de santé d'Ile-de-France*. En a été le lauréat le Dr François Lescure qui a créé la plate-forme *Médecin-direct* sur le modèle économique de *Business To Business To Conseil (BTBTOC)*. *Médecin Direct* manque de généralistes et de spécialistes et recrute tous azimuts, tout comme *Point-Vision*, société créée par le Dr François Pelen avec 250 ophtalmologistes, pour ses centres d'ophtalmologie basés sur la délégation des tâches à des orthoptistes, tout comme toutes les communes françaises, quitte à vider la Roumanie et d'autres pays de l'Est et d'ailleurs de ses médecins!!!

Lancé en 2010 *Médecin Direct* a obtenu l'été 2016 les autorisations de l'A.R.S. *Ile-de-France* et la CNIL (!!!!!!!).

Le décret du 19 octobre 2010 en application de la Loi *Hôpital-Santé-Territoires (HPST)* du 21 juillet 2009 a défini les pratiques médicales de *TéléMédecine* (article 6316-1 du *Code de Santé Publique*).

La téléconsultation a pour objet de permettre à un *Professionnel Médical* de donner une consultation à distance à un patient. Un professionnel de santé peut être présent auprès du patient et le cas échéant, assister le professionnel médical au cours de la téléconsultation.

***Médecin Direct* avec toutes ses autorisations n'est-il pas quand même quelque peu hors la loi?**

La réglementation française contrainte au *Droit Européen* interdit aux médecins de pratiquer la médecine et donc la *TéléMédecine* comme un commerce. *Médecin Direct* ne figure pas dans la liste des établissements de santé. Il s'agit donc bel et bien d'une Société régie par le seul *Code du Commerce*.

Le 24 avril 2018, Vincent Fromentin, rédacteur de la *Lettre de Galilée*, relatait un article du *Quotidien du Médecin* du 6 octobre 2017, signé Sophie Martos, qui s'étonnait de l'accélération de la montée en régime de cette plate-forme de conseil médical en ligne fondée par un médecin le Dr François Lescure: «Forte de 1.600 téléconsultations par mois, «*Médecin Direct*» vend ses services à 35 mutuelles et Assurances qui revendent eux-mêmes les prestations médicales à leurs adhérents ou assurés. Revendiquant sa place de leader de la consultation médicale en ligne, «*Médecin Direct*» se vante de donner 24h. sur 24, par téléphone, 7 jours sur 7, de 8h. à 22h., un diagnostic et si nécessaire de rédiger une ordonnance. A la clef, un projet d'Intelligence Artificielle qui remplacera bientôt les médecins généralistes et spécialistes, si difficiles à trouver, par des «Robots logiciels: Chat-bots».» *Chat-bot* est un logiciel-robot qui dialogue avec un individu par le biais d'un service de conversation automatisée!».

En réalité la *transformation numérique des entreprises* n'est pas une finalité mais un point de départ au développement de l'*Intelligence Artificielle* dans l'*Histoire des organisations*. En médecine, cela va très vite mais le phénomène est général. Chacun d'entre nous pouvons rapprocher l'expérience qu'il a de ces appels téléphoniques reçus toujours à la même heure de robots qui cherchent un «*partenariat*», disent-ils, pour faire rentrer les uns l'esthéticienne sur une plate-forme qui lui amènerait plus de clients, charge à elle de reverser un certain pourcentage de son chiffre d'affaire! ... les autres une nouvelle mutuelle plus adaptée, un nouvel opérateur téléphonique et pour les cabinets médicaux de les mettre aux normes d'accessibilité aux handicapés, etc...

Il y a aussi cette pléthore de petites *start-up* qui vous proposent des formations, utilisant ainsi la manne du budget de la formation d'État, pour soi-disant analyser votre profil, etc...

Car ce qui est visible dans l'algorithme de la stratégie de «Prédation de la production de soins» est à l'œuvre dans tous les domaines.

Contrepoints, le 23 mai 2018, dans un article en ligne intitulé «Transformation numérique et I.A., deux révolutions à ne pas rater pour les entreprises», illustre six façons de mener une transformation numérique ainsi qu'une septième qui se distingue par la supériorité de son efficacité. Je cite :

«1- par silo: il s'agit de transformer simultanément chacune des fonctions de l'organisation (la vente, le paiement, la comptabilité, la production, le SAV - Service Après Vente) et de les numériser avec de nouveaux outils ou des processus revisités (site internet de vente, paiement en ligne, numérisation des données comptables, robotisation de l'outil de production, etc...);

2- par introduction d'outils numériques, par exemple en mettant en place un réseau social collaboratif qui a pour objectif de fluidifier la communication et de créer les conditions optimales pour favoriser le travail collaboratif;

3- par la nomination d'un chef d'orchestre du numérique, le «chief digital officer»: en officialisant ce «type-poste», l'entreprise installe son symbole et délivre un signal fort qui vise une transformation centralisée et organisée;

4- par les collaborateurs accompagnés des «Corporate hackers»: à l'inverse, certaines entreprises peuvent convenir que la transformation numérique n'existera de façon opérationnelle que si elle est portée par «ceux qui la font». Ce modèle est alors assis sur «l'inversion pyramidale». La transformation numérique peut également être déclenchée par des salariés qui souhaitent s'emparer de la transformation sans appui de l'organisation. Ce sont des «Corporate hackers».

Je rajoute ici qu'ils sont nombreux chez les médecins. Fascinés par les nouvelles technologies, ils sont prêts à créer un outil de prise de rendez-vous en ligne par exemple dédié à leur spécialité. Pire, ce sont souvent les Syndicats qui promeuvent ce mouvement de ce que j'appelle une «prédation»! Et pire encore un médecin nommé «Ministre des Solidarités et de la Santé» est le «corporate hacker» idéal, de même que le Dr François Lescure!

5- par le rachat de start-up et la mise en place d'incubateurs, nombreuses sont les entreprises qui rachètent les start-up pour évincer un concurrent ou visent à introduire une contagion de l'esprit start-up auprès de leurs collaborateurs.

6- par la mise en place d'«espaces collaboratifs» et la re-configuration des bureaux: la transformation numérique est souvent associée à la collaboration à la fois dans les processus, les méthodes de travail et l'innovation. Or, pour la faciliter, on assiste depuis une dizaine d'années au déploiement de nouveaux espaces de travail (open-space, flex-bureau, etc...) qui ont pour vocation d'encourager et de faciliter le travail en équipe et l'autonomie.

7- La septième stratégie se distingue par son efficacité, car elle fait la synthèse entre les six autres précitées. Nous l'avons nommée la «bubble transformation», car elle se concentre sur les «bulles de dysfonctionnement» ou «pain-points» (que l'on pourrait traduire par «points bloquants»).

Naomi et Zaccharie par exemple...

L'adage de cette «bubble transformation» est: «un petit spectre de transformation, mais en profondeur, pour viser le succès et la viralité».

Car la transformation numérique n'est qu'une étape dans l'histoire des organisations. Elle est transitoire et vise à préparer l'étape suivante qui se nomme:

«INTELLIGENCE ARTIFICIELLE»

En effet, annonce Contrepoints sur le web, «L'I.A. va remplacer, assister et augmenter les collaborateurs et surtout les managers. Il s'agit d'une métamorphose des managements, à l'ère du numérique et de l'I.A. dans la réalisation de nombreuses tâches à faible valeur ajoutée pour l'Homme (dans les premiers temps). Or, pour intégrer les systèmes de l'I.A., il faut à la fois des processus agiles et numérisés et une sensibilisation des collaborateurs à la data. Ainsi, si les managers sont formés aux compétences numériques d'agilité et de «design -thinking», ils seront tout à fait armés pour travailler avec des «systèmes d'I.A.», leur fournir des «data» de qualité, les éduquer, les contrôler, les développer et les mettre en relation avec des tâches humaines, pour créer de nouvelles «sources de valeur ajoutée» (C'est moi qui souligne!) L'acculturation des collaborateurs au numérique représente un atout pour l'étape suivante: l'inclusion des systèmes d'I.A. dans les tâches réalisées par les hommes. Une transformation numérique réussie facilitera l'intégration des solutions apportées par l'I.A.».

Ainsi donc, les deux «*points bloquants*» qu'ont constitué les décès de Naomi et de Zaccharie, et peut-être aussi l'AVC de Michel ONFRAY non diagnostiqué par cinq médecins en janvier 2018 dont *SOS-Médecins*, une plate-forme, mettent en lumière les dysfonctionnements des urgences en France et de la Médecine en général. Très curieusement, l'idée de mettre en place un numéro unique, le 112, crée une polémique entre les pompiers et les SAMU. En 2016 plus de 29 millions d'appels téléphoniques ont été passés aux 101 centres de régulation des SAMU (*Info-Santé Le Figaro* du 25/08/2018). Parmi eux, plus de 4,6 millions sont restés sans réponse, relève *Le Point* dans son nouveau classement des hôpitaux et des cliniques 2018.

Le Dr Christophe Prudhomme, porte parole de l'*Association des Médecins Urgentistes de France (AMUF)*, et urgentiste lui-même à l'Hôpital Avicenne de Bobigny (*Assistance Publique-HPAP*), le Ministère de l'Intérieur et les Pompiers souhaitent que le 112 deviennent le seul numéro d'urgence, au grand dam du «*SAMU-Urgence de France*» qui y voit la disparition du rôle des médecins! Peut-être d'ailleurs à juste titre!!!

Le Dr Patrick Hertgen, médecin-colonel et Vice-Président de la *Fédération Nationale des Sapeurs-Pompiers de France (FNSPF)* est clair: «*Le 112 est le numéro d'urgence à composer quand vous n'avez pas le temps de réflexion et que vous avez besoin d'être secourus le plus vite possible! Dans ces situations, les médecins ne sont pas utiles! Ils le deviennent lorsque le requérant a besoin d'un conseil médical pour un enfant qui a de la fièvre depuis plusieurs jours par exemple*».

L'inutilité des médecins, voilà la question!

La question de feu Madame le Docteur Dominique Malvy, gynécologue d'Albi, qui alertait dans les années 2.000 sur la disparition de la «*Gynécologie médicale*»: «*Mais pourquoi font-ils cela?*», et créait le CDGM: *Comité de Défense de la Gynécologie Médicale*, trouve enfin sa réponse!

Pour pallier à ces dysfonctionnements, nul ne parle de former plus de médecins.

Parmi les pistes à l'étude: «*la possibilité d'avoir recours à un logiciel de simulation d'appel pour évaluer les pratiques des opérateurs*», annonce le Dr Braun.

Comme par hasard !...

C'est à tel point que les recommandations élaborées par la *Haute Autorité de Santé* sont faites d'après sa Présidente Dominique Le Guludec, «*à partir de la littérature scientifique, de l'expérience des professionnels et des préférences des patients dont le regard n'est pas suffisamment pris en compte*» (*Le Figaro* du 25 juillet 2018 p.12).

Nous sommes bel et bien entourés de «*corporate hackers*».

CONCLUSION

Nous arrivons donc d'une façon générale dans la même situation que celle de Jules Durand, secrétaire du *Syndicats des dockers charbonniers du Havre*, condamné à mort en 1910 et innocenté le 15 juin 1918, dont nous venons de fêter la réhabilitation le 15 juin 2018 par la *Cour de Cassation* qui a révisé son procès, quand sur le port du Havre, de nouvelles machines de levage arrivaient, privant les ouvriers payés à la tâche de ce qui leur permettait de vivre en rendant leur travail inutile, une machine remplaçant 150 ouvriers!

Il lança le 18 août 1910 une grève générale très suivie que la *Compagnie Générale Transatlantique* a tenté d'endiguer en lançant une «*Falk new*» à savoir que le syndicaliste aurait commandité le meurtre d'un chef d'équipe par des grévistes ivres. Armand Salacrou en a tiré une pièce de théâtre: «*Boulevard Durand*», que *France Culture* a diffusée le 23 août 2018.

Même violence de situation... en 2018!

Les leçons du passé nourrissent l'avenir! Comprendre est déjà un premier pas dans la lutte!

A nous d'utiliser les *points bloquants* à bon escient! Nous traiterons dans un prochain article des fondements philosophiques de ce changement de paradigme du soin dont aucun philosophe contemporain ne s'empare malheureusement, à l'exception de Michel Onfray, le 12 septembre 2018, à la télévision «*France 5- C'est à vous*» à la faveur de l'AVC dont il a par bonheur réchappé, s'étonnant de voir des médecins

plus soucieux de leurs logiciels d'image que de lui-même et s'interrogeant sur la signification de l'expression: «*Prends soin de toi - Take care*», un bon début pour étudier ce qu'est le «*soin*» en 2018 en France.

J'en profite pour m'excuser des termes anglais cités par obligation dans cet article, puisque la France copie les anglo-saxons. Ne leur servirait elle pas de laboratoire d'expérimentation?

(13 septembre 2018)

FURAXISSIMUS.

PETITE LEÇON DE TRANSFORMATION DE L'HOMME EN NOMBRE...

On se souvient – ou on peut découvrir! – l'article de Denis Kessler, ancien numéro 2 du MEDEF, dans la revue *Challenges* du 4 octobre 2007, où il déclarait: «*Les annonces successives des différentes réformes par le gouvernement peuvent donner une impression de patchwork [...] À y regarder de plus près, on constate qu'il y a une profonde unité à ce programme ambitieux [...] défaire méthodiquement le programme du Conseil national de la Résistance!*». Rien de moins donc que détruire cette «*architecture*» comme ainsi il la qualifia, puis qu'il décrivit, plutôt très bien d'ailleurs: «*les caisses de Sécurité sociale, le statut de la fonction publique, l'importance du secteur public productif et la consécration des grandes entreprises françaises qui viennent d'être nationalisées [en 1945], le conventionnement du marché du travail, la représentativité syndicale, les régimes complémentaires de retraites, etc...*». En gros, tout ce qui aura fait la «*3^{ème} voie*» française, celle entre le libéralisme américain et le communisme stalinien, et qui est (ou était...) constitutif de notre modèle social et de ses droits associés, acquis par la lutte permanente des révoltés et des résistants contre les oppresseurs de toute nature.

Et, prophétique, d'annoncer un «*aggiornamento*» à venir. Passé la crise qui eut lieu juste après – au cours de laquelle cette architecture «*dépassée, inefficace, datée*» aura prouvé au contraire qu'elle parvenait très bien à atténuer les effets dévastateurs des crises capitalistes, sa «*nouvelle génération d'entrepreneurs politiques et sociaux*» vient effectivement de faire son entrée fracassante au plus haut sommet de l'État français. Cette dénomination d'«*entrepreneurs*» associé au «*politique*» et au «*social*» prend en effet tout son corps et son sens.

Car il s'agit bien aujourd'hui non plus de faire semblant de «*réformer*» (par définition, donner une meilleure forme à une chose), mais de «*transformer*»: donner définitivement une autre forme au corps social et politique. Le voile est tombé.

Pour ce qui est de la finalité de ce programme de transformation, on la connaît déjà: ces deux corps ne doivent avoir d'autre alternative que de se muter en une machine à fric, et rien d'autre. Productivité, efficacité, compétitivité, sont les seules valeurs à imposer aux peuples de ce «*nouveau monde*», ce qui n'a rien de nouveau d'ailleurs... Plus loin encore, elles nous ramènent à la nature primitive de chacun, la prédation, ce qu'un «*contrat social*» devrait viser à abolir pour l'avantage de tous, par la coopération en lieu et place de la compétition.

C'est au niveau de la forme qu'il y a encore à comprendre et s'apprendre, et un sens global nous est donné: substituer au gouvernement des *Hommes* la gouvernance par les *Nombres* (1). La vocation d'étendre au gouvernement des sociétés l'organisation scientifique du travail persiste aujourd'hui sous une autre forme: le modèle cybernétique de l'ordinateur (2). Dans la sphère publique comme privée, marchande comme non-marchande, à travers des doctrines productivistes allant du *lean management* au *new public management*, il s'agit de transformer les travailleurs en engrenages d'un système programmable faisant communiquer entre elles des unités capables de rétroagir aux signaux qu'elles reçoivent en fonction de

(1) Alain Supiot, *La gouvernance par les nombres*, 2015.

(2) Norbert Wiener, *Cybernétique et société*, 1950.

cette programmation. Ainsi, ces 30 dernières années ont vu progressivement le vocabulaire institutionnel se transformer pour diffuser méthodiquement et absolument cette conception: société civile plutôt que peuple, régulation plutôt que réglementation, flexibilité plutôt que liberté, efficacité plutôt que justice, transparence plutôt que représentation, capital humain plutôt que travailleur, partenaires sociaux plutôt que syndicats, dialogue social plutôt que négociation collective, etc... De plus en plus, la machine à gouverner ne passe plus par des lois, mais par des programmes ou des lois-programmes visant à assurer un fonctionnement homéostatique, auto-régulé, en fonction des signaux qui sont envoyés. C'est le triomphe du management par indicateurs-objectifs, où pourra alors régner l'«harmonie» par le calcul, rêve le plus doux de nos technocrates insensibles et insensés. Plus précisément, c'est l'harmonie économique qui doit présider au fonctionnement des sociétés humaines. Avec une visée supplémentaire: la prédictibilité des comportements humains pour améliorer la programmation des sociétés, où chacun doit alors être «homogénéisé» pour parfaire son auto-réaction au signal, assurer la certitude de sa conformité comportementale. Le numérique, pour la récolte des données, puis l'IA, alimentée de ces données, servira à l'automatisation des décisions, et offriront à ces nouveaux «*entrepreneurs politiques et sociaux*», premiers émetteurs des signaux, de formidables outils de contrôle des peuples, digne des plus terribles romans de science-fiction.

Plus que jamais, et avant que cette course au productivisme permanent ne nous jette dans la dernière guerre ou détruise définitivement tout le vivant, c'est bien dans l'unité des idées et des actions que l'ensemble des travailleurs doivent dénoncer et combattre l'aliénation de l'*Homme* au *Nombre*.

ALICE.

INDÉPENDANCE POLITIQUE OU LIBÉRATION SOCIALE ?

Quatrième partie: ET MERDE POUR LE ROY D'ANGLETERRE!!!...

Le *Royaume uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord* connaît quelques soucis relativement à trois phénomènes: la volonté de la majorité de la population britannique de sortir de l'*Union européenne* d'une part, l'inégale répartition de cette «majorité» sur le territoire du royaume, deux entités de celui-ci s'y opposant, l'une administrée localement par des «*indépendantistes*» (l'Écosse), l'autre par des «*unionistes*» (l'Irlande-du-Nord), elle-même «*coincée*» entre la République d'Irlande et l'Écosse toutes deux étant ou voulant rester membres de l'*Union européenne*!!!

De l'ex-Royaume d'Écosse...

Au début du 18^{ème} siècle, les différenciations économiques, politiques et sociales entre les deux royaumes de Grande-Bretagne s'estompant, les unions entre les membres des familles régnantes étant achevées, la fusion étatique s'imposa.

On peut comparer cette situation à l'intégration du *Duché de Bretagne* dans le *Royaume de France* au 16^{ème} siècle, à une différence près: elles ne se sont pas déroulées au même stade de l'évolution capitaliste, et les particularités religieuses britanniques ne sont pas étrangères au maintien des deux royaumes à la fin du *Commonwealth* cromwellien.

... à l'autonomie «nationale» actuelle ...

La réunion des deux royaumes entraîna la disparition des Parlements anglais et écossais au bénéfice du *Parlement britannique*. Le Royaume fut définitivement composé de quatre «*nations*» (Angleterre, Pays de Galles, Écosse, Irlande). Le Parlement britannique légiféra à partir de ce moment pour toutes les affaires communes aux quatre «*nations*», et pour chacune des affaires particulières relatives à chacune d'entre-elles.

Il n'y a jamais eu d'unicité législative telle que la *Grande révolution française* en a créée une en France; la remise sur pieds de *Parlements nationaux* devant un jour s'imposer. Les négociations pour la pacification de l'Irlande-du-nord (deuxième partie des années 90) ne pouvant déboucher que sur la création d'un *Parlement nord-irlandais*, il ne pouvait pas en être autrement en Écosse (re-création) et au Pays de Galles (créa-

tion). A ces *Parlements*, n'oublions pas d'associer les exécutifs locaux nommés *Gouvernements*, présidés par des *Premiers ministres*.

... et à l'indépendance avortée!

Il ne restait plus aux indépendantistes dirigeant l'une des nations de réclamer l'indépendance, ce qui, en l'absence de constitution, n'a rien de constitutionnel ou d'anticonstitutionnel, et relève d'accord entre le gouvernement royal et le gouvernement national concerné.

Et la volonté de la population écossaise dans tout ça!!!...

Un premier référendum (1979), sur l'institution du Parlement, n'obtint pas les 40% du corps électoral nécessaire pour être valable: plus du tiers des inscrits s'était abstenu, les votes favorables n'atteignaient pas le tiers du corps électoral.

Le taux d'abstention fut encore plus élevé en 1997 (40%), mais aucun seuil n'avait été fixé cette fois-ci; soutenus par les partis nationaliste et travailliste, la décentralisation fut adoptée par moins de 45% du corps électoral pour la création du Parlement, moins de 40% pour l'autonomie fiscale.

La participation au référendum sur l'indépendance (2014) fut très importante (près de 85%), et les votes favorables représentaient un gros tiers seulement du corps électoral.

Notons pour l'anecdote, que si le vote avait été favorable à l'indépendance, une semaine plus tard se seraient tenu d'autres référendums dans les îles du nord (Orcaïdes, Shetlands, Hébrides), particulièrement hostiles à la séparation.

Les débats sur «*monarchie écossaise*», «*république*» ou «*État du Commonwealth*», allant jusqu'à envisager la re-mise sur le trône d'un prétendant «*jacobite*» ont sans doute contribué à discréditer la perspective d'une nouvelle «*collectivité de destin*» basée sur le territoire du Royaume d'Écosse... du 15^{ème} siècle.

Quant au Brexit: la participation à ce référendum ne fut guère différente des autres référendums en Écosse, indépendance exceptée. On pourrait facilement en conclure que les 3/4 des inscrits seraient favorables au statu-quo actuel, je ne m'y hasarderai pas, chaque *Conseil régional (Council area)* écossais pouvant décider de se séparer de la «*nation écossaise*» pour constituer une nouvelle nation admissible en tant que telle... au *Commonwealth* de... sa *Gracieuse majesté!!!*

Mais il faudra quelques mois encore pour que les négociations insolubles engagées par le gouvernement britannique aboutissent, avec des conséquences que les populations constateront... après-coup.

Peut-être qu'au lieu de se fourvoyer dans les processus féodaux consistant à choisir son suzerain, les populations des terres écossaises actuelles souhaiteront-elles un destin commun, sans État tribal, local, régional, national, royal-commun, républicain ou super-étatique... et chercheront les voies d'une émancipation totale, ce qui commence par se libérer des vétérans de l'État de la *tourbe éternelle!!!*

Écosse	2014 (Indépendance)		2016 (Brexit)	
Inscrits	4283392		3987112	
Votants	3623344	84,59 %		
Exprimés	3619915	84,51 %	2679513	67,20 %
OUI	1617989	37,77 %	1018322	25,54 %
NON	2001926	46,74 %	1661191	41,66 %

Écosse	1979 (Parlement)		1997 (Parlement)		1997 (Impôts)	
Inscrits	3747112		3973673		3973673	
Votants	2387582	63,72 %	2401431	60,43 %	2402165	60,45 %
Exprimés	2384439	63,63 %	2389445	60,13 %	2383152	59,97 %
OUI	1230937	32,85 %	1775045	44,67 %	1512889	38,07 %
NON	1153502	30,78 %	614400	15,46 %	870263	21,90 %

La question nord-irlandaise n'a plus l'acuité qu'elle avait il y a trente à quarante ans. Les résidents de cette province peuvent circuler librement à l'intérieur d'elle et entre les États irlandais et britannique; ils bénéficient des mêmes droits que tous les autres sujets de la Couronne... et même plus!!!... nous allons le voir.

De la conquête à l'État irlandais...

L'Irlande a été conquise militairement par les britanniques (seigneurs normands, gallois, anglais) du 12^{ème}

au 16^{ème} siècle, se terminant «*étatiquement*» par l'auto-proclamation d'Henri Tudor, le 8^{ème}, roi d'Irlande.

A ce moment-là commença une colonisation (*plantations*) qui entraîna de nombreux soulèvements populaires, souvent à la faveur des crises politiques britanniques et européennes.

Les dernières *plantations* (et pas des moindres) seront l'œuvre de la *République cromwellienne*, à l'issue de la reconquête qui suivit la quasi-indépendance résultant des *Guerres confédérées* (1641-1653).

Les droits politiques étant, depuis la création de l'*Église anglicane* par le Tudor sus-cité, réservés aux membres de cette religion, l'oppression économique sera augmentée d'une oppression politico-religieuse qui ne s'estompera que progressivement, d'abord aux protestants non-anglicans (luthériens et calvinistes) enfin aux «*papistes*».

La paupérisation générale entraîna les basses classes sociales à l'émigration vers les régions britanniques d'industrialisation, vers les colonies britanniques et plus tard vers les États-Unis d'Amérique. Le summum de la misère fut atteint lors de la *Grande famine* (1850), épidémie de mildiou qui, détruisant la récolte de pommes-de-terre, vit quasiment la disparition du prolétariat agricole.

... et à l'Irlande du Nord

Dans ces évènements, la province d'Ulster fut particulièrement impactée: par les *plantations* (notamment écossaises), par les soulèvements les plus violents, et par une répression des plus vives.

Encore faut-il préciser que ce n'est ni la totalité de l'Ulster qui est concernée, ni la totalité de l'actuelle *Irlande-du-nord*, seulement les quelques comtés côtiers du nord-est de cette entité, ceux résultant des *plantations* anglo-écossaises, ultra-protestantes, et économiquement dépendantes des autres «*nations*» de la Grande-Bretagne.

L'indépendance et la séparation...

La revendication d'indépendance irlandaise n'a pas été un mouvement féodal-gaëlique-catholique loin de là; elle fut un mouvement social (de la société), où les populations (toutes classes confondues) souhaitaient créer une «*collectivité de destin*» fondée sur une certaine équité économique (le refus de la colonisation et de l'État des colonisateurs); elle regroupait tant des irlandais d'origine que des «*anglais*» installés aux premiers temps de la conquête, elle ne se définissait pas religieusement, bien des «*leaders*» furent «*protestants*», et l'Église catholique ne comptait qu'une chose: récupérer par allégeance à l'État existant (celui de sa gracieuse majesté parpaillote) un pouvoir en partie perdu.

C'est ainsi que, en pleine première guerre mondiale, le coup-d'État nationalo-marxiste raté des *Pâques sanglantes* de 1916 précéda une insurrection générale et la séparation progressive du *Royaume uni*.

Mais le nouvel *État libre*, membre du *Commonwealth*, ne put intégrer les six comtés du «*Nord*». Disons que le contexte de 1921, où une insurrection déficiente était politiquement victorieuse, est assez similaire à celui de 1961 en Algérie. Si nous voulions pousser la similitude à l'extrême, nous pourrions dire que l'indépendance irlandaise correspondrait à celle de l'Algérie amputée du département d'Alger et d'une partie de ceux de Constantine et d'Oran, qui auraient constitué une *Algérie française* livrée au pouvoir... de l'O.A.S.

De l'indépendance aux «Accords de paix pour l'Irlande-du-nord» dits du «Vendredi-saint»...

La situation nord-irlandaise fut, jusqu'aux accords de 1998, la suite de celle de la guerre civile antérieure, concentrée sur l'équivalent territorial des départements du Nord et du Pas-de-Calais, avec 50% seulement de leur population (moins de 2 millions d'habitants).

Les accords de 1998 ont créé une situation étatique inédite, dans laquelle, outre le désarmement général, la création d'un parlement et d'un exécutif «*national*», la fin de la revendication de la *République irlandaise* sur les six comtés nordiques:

- les nord-irlandais choisissent individuellement d'être soit irlandais, soit britannique, soit les deux, sans qu'aucune objection ne soit faite par l'un ou l'autre des États;
- l'obligation pour tous les partis de gouverner ensemble; au cas contraire, le suzerain britannique reprend la direction des affaires publiques.

Cette dernière disposition a bien failli être mise en œuvre en 2017.

Cet État, original me semble t-il, n'est pas un facteur d'émancipation: s'il y est assuré une certaine paix civile, une étrange paix sociale y règne, gagée sur une expansion économique autorisée par une main d'œuvre à bas coût, dans le cadre des règlements de l'*Union européenne*. Mais si les conditions économiques favorables disparaissent, cet État pourrait devenir le pire carcan qui soit. La «*communauté nord-irlandaise*» reste un enfer en puissance, ce n'est pas une collectivité de destin: il n'existe que dans la mesure où aucune partie n'a plus envie de quitter cet *État civilisé* et revenir à l'*État militaro-policier* antérieur.

Brexit et... réunification irlandaise

Le *Brexit* n'a pas recueilli 28% du corps électoral d'Irlande-du-nord, l'opposition au *Brexit* 35%, et l'abstention domine à 38%.

Les partis représentés au Parlement nord-irlandais (97% des exprimés en 2017) sont à 21% pour le *Brexit*, et à 41% contre, avec 36% d'abstentions aux élections.

Sur ce même scrutin (2017), ces mêmes partis sont *brito-nationalistes* pour 29%, *iro-nationalistes* pour 26%, et neutres pour 13%, là où 36% se sont abstenus.

Si le *Sinn Féin*, parti iro-nationaliste historique, a voulu relancer la question de la réunification irlandaise par référendum, il n'a apparemment pas plus de base électorale que les scoto-nationalistes.

Irlande du Nord	2016 (Brexit)		2016 (Parlement équivalent Brexit)		2017 (Parlement équivalent Brexit)		
Inscrits	1260955		1281595		1254709		
Votants			703744	54,91 %	812783	64,78 %	
Exprimés	790149	62,66 %	694314	54,18 %	803315	64,02 %	
OUI	349442	27,71 %	250213	19,52 %	261615	20,85 %	
NON	440707	34,95 %	410576	32,04 %	520351	41,47 %	
			Total	660789	95,17 %	781966	97,34 %

Irlande du Nord	2016 (Parlement équivalent nationalisme)		2017 (Parlement équivalent nationalisme)	
Inscrits	1281595		1254709	
Votants	703744	54,91 %	812783	64,78 %
Exprimés	694314	54,18 %	803315	64,02 %
British	332263	25,93 %	358818	28,60 %
Irish	250163	19,52 %	320203	25,52 %
Aucun	80926	11,66 %	105344	13,11 %
Total	663352	95,54 %	784365	97,64 %

Les événements de cet été à propos de l'état d'avancement du *Brexit* montre que nous n'avons pas affaire à une modification étatique, mais à une modification des traités entre les États constitutifs de l'*Union européenne*, super-union douanière accompagnée d'une super-liberté économique déréglementaire.

L'*Union européenne* reste en cela à un stade inférieur à celui du *Commonwealth*: les États la constituant peuvent, s'ils le veulent bien et c'est là un autre problème, dire *Merde!* à la *Commission de Bruxelles* sans souci majeur, tandis qu'un État du *Commonwealth* peine bien à en sortir.

Quant aux suppôts de la bourgeoisie britannique, tels *Labour for Brexit*, leurs discours furent si brito-nationalistes que leurs amis français ont confondu leurs discours avec ceux de Nigel Farage, leader de l'UKIP. Édifiant!

(A suivre).

Georges RIVALIN.

Bibliographie succincte:

Histoire de la Grande-Bretagne - Roland MARX et Philippe CHASSAIGNE - Éditions Perrin - Collection Tempus - 2004.

La Résistance irlandaise, 1916-2000 - Roger FALIGOT - Éditions Terre de Brume, Dinan.

RETOUR... (vers le futur?)

... sur «L'infaillibilité du Saint-père» (1^{er} Concile œcuménique du Vatican)

Nous étions à Rome, voici quelques lignes, et de ligne en ligne, nous allons en emprunter une, aérienne celle-ci, pour sortir du Vatican (quoi que?), en compagnie de monsieur Jorge Bergoglio, pape des catholiques, qui s'est récemment rendu, fort diplomatiquement, dans un pays, l'Irlande, qui vient d'écrouler, par référendum, un énorme pan de l'hégémonie de sa religion à lui, le pape, sur leur société «civile», à elles, les femmes irlandaises qui se sont révoltées contre le sort qui leur était fait jusqu'à là, depuis combien de siècles?, par la loi (bénite) des hommes.

Il y a fort à parier qu'une prise de conscience sans précédent a suivi le scandale de ces institutions religieuses pour jeunes irlandaises généralement violées, femmes enceintes dont les (sûrement pas!) «*bonnes sœurs*» exploitaient la main d'œuvre gratuite jusqu'à, minima la parturition, où leur nouveau-né leur était arraché pour le jeter vivant dans des fosses communes prévues pour ça!

Nous laisserons les croyants penser ce qu'ils veulent de la demande de pardon effectuée (lue, plus précieusement) par M. Bergoglio, demande arrivant à point-nommé.

Il ne faudrait quand même pas se leurrer. Les *Rencontres mondiales des familles* organisées par l'Église catholique à Dublin, constituaient pour le pape l'événement le plus propice à son déplacement et lui donnait donc l'occasion, d'un côté de remonter la cote de popularité du clergé catholique dans l'estime des irlandais et des irlandaises surtout! Et, de l'autre, de pouvoir s'entretenir avec son clergé local pour, sans perdre de temps, s'organiser contre la très prochaine liberté d'avorter. Faisant «*d'une bière, deux coups*» (Bonjour, camarade Jean-Yves), il aurait parfaitement réussi sa mission diplomatique s'il ne s'était pas trahi, lors de son retour au Vatican. Hélas pour lui, chassez le naturel, il revient au galop: à peine remis d'avoir dû faire amende honorable, le voilà qui dérape sur l'homosexualité, conseillant le psychiatre aux parents qui s'apercevraient de signes avant-coureurs de ce qui demeure, pour l'Église catholique, une grave maladie mentale – sinon, comment pardonner et excuser, ces prêtres violeurs d'enfants à tous niveaux de la hiérarchie, n'est-ce pas, ce n'est pas de leur faute car ils sont malades!

Toutes les bonnes gens, les gentils chrétiens, se sont émus de ce qu'ils ont pris ou voulu prendre pour une étourderie, un cafouillage dû à l'âge et au surmenage de leur excellence, le pauvre!

Je suis donc au regret de leur apporter un démenti formel, qu'ils comprendront d'ailleurs aisément, étant bien plus chrétiens et catholiques que moi qui ne suis même pas baptisé et, grâce à... mes parents, qui ai pu vivre mon enfance en dehors de tout ce monde de faux-culs!

Effectivement, depuis 1870, le pape est infaillible, ce qu'il dit, ce qu'il déclare, est vérité vraie, il ne peut se tromper, c'est comme ça, la *parole de Dieu*... pour ceux qui y croient, attention!

Mais c'est là que je prends l'infaillibilité du pape pour «*argent comptant*» et donc pour démontrer que son acte de contrition, son pardon et tout ça, c'est blablabla de «*jesuite & co.*», baratin de faux-derche, de la diplomatie à la sauce Talleyrand. C'est bien contraint et forcé, pour sauver son culte de l'opprobre (du ruisseau) qu'il se livre à des simagrées de la sorte. Ce qu'il pense vraiment, c'est sorti spontanément, sans réfléchir, dans l'avion: son aversion, son refus viscéral à considérer l'homosexualité comme une autre sexualité, et autrement que comme une maladie mentale à soigner en hôpital psychiatrique.

Monsieur Cyclopède l'avait déjà vérifiée, prenons donc le dogme au pied de la lettre: «*Infailibilité ne saurait mentir!*».

L'PÈRE VERTY.

SOUS LES SABOTS ET L'BINIOU...

A l'ouest, y'a Lorient (ou l'inverse, j'sais plus!)

Comme chaque année début août, ils reviennent à Lorient. Comme chaque année, ils arborent les drapeaux de leurs «*nations*», entendez: «*de l'endroit où ils sont nés*», ou supposé tel. Comme chaque année ils organisent un grand défilé de mode dit «*grande parade*». Comme chaque année ils jouent les mêmes airs de «*musique*», défilant au pas lourd ou dansant, de ces pas de marches religieuses ou militaires, où pas une tête, pas un bras, pas un torse, pas un popotin, pas une jambe, pas un pied, ne doivent aller différemment de ce que l'Ordre communautaire impose.

Un festival où les nouveautés sont centenaires...

Comme chaque année les innovations sont rares, les «*nations celtiques*» ne se reproduisent guère.

Comme chaque année, les airs joués sont connus ou peu novateurs. Comme chaque année, chaque «*nation*», celtique ou invitée, arbore un costume, costume très à la mode il y a un siècle au moins et n'ayant plus très cours depuis...

Retour sur la mode d'il y a un siècle au moins...

Ayant l'avantage d'être né campagnard, d'avoir côtoyé certaines gens portant encore ces costumes «*traditionnels*», ayant par ailleurs côtoyé en bien d'autres endroits des individus observant, se documentant et réfléchissant sur ce que présentent les «*mouvements folkloristes*», j'affirme: les vêtements «*traditionnels*» dont se vêtent les folkloristes sont les tenues du dimanche de ceux qui, en ces temps, possédaient une tenue des dimanches; les membres de la plèbe n'en possédaient pas, les dentelles n'étaient pas de leur bourse; ils possédaient deux costumes, de surcroît «*paroissial*», en changeaient le dimanche, le lundi était jour de lessive; les plébéiens ne portaient pas les souliers des folkloristes, mais des sabots; les folkloristes se vêtent comme une classe sociale d'un temps bien déterminé: celle des «*propriétaires*». Et ils existent encore... même habillés autrement!!!

... et sur les «*folkloristes*»...

Le *Festival interceltique* est dirigé par Lisardo LOMBARDIA, espagnol asturien, journaliste à *La Nueva España* d'Oviedo, journal créé le 19 décembre 1936 comme *Journal de la Phalange Espagnole et des Juntas d'offensive national-sindicaliste* (sic!).

Les «*traditions*» appartiennent aux «*propriétaires*», et sont défendues par leurs «*juntas*».

L'PÈRE AN PTOAR.

«L'ANARCHO-SYNDICALISTE»

19, rue de l'Étang Bernard - 44400 Rezé

Abonnement pour 20 numéros: 32 euros. Abonnement de soutien: 40 euros.

Verser à: Association des Groupes Fernand PELLOUTIER - N° CCP 9998 28D Nantes

19, rue de l'Étang Bernard - 44400 Rezé

Imprimerie spéciale de L'Anarcho-Syndicaliste

Fondateur de publication: Alexandre HÉBERT

Directeur: Marc HÉBERT.

<http://www.uas-pelloutier.fr>

uas.pelloutier@laposte.net
